



Arrêt

n° 128 737 du 4 septembre 2014
dans l'affaire x

En cause : x

ayant élu domicile : x

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA 1^{re} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 23 avril 2014 par x, qui déclare être de nationalité béninoise, contre la décision du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, prise le 20 mars 2014.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 24 juin 2014 convoquant les parties à l'audience du 15 juillet 2014.

Entendu, en son rapport, O. ROISIN, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me J. HARDY loco Me S. SAROLEA, avocat, et S. RENOIRTE, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

«A. Faits invoqués

De nationalité béninoise, vous seriez arrivé en Belgique le 25 novembre 2013 muni de documents d'emprunt. Vous avez introduit une demande d'asile auprès des autorités belges le 26 novembre 2013.

A l'appui de celle-ci, vous déclarez être le coordinateur national de la Coalition pour l'Examen Périodique et Universel (CEPU), agissant dans le domaine des droits de l'homme.

Vous déclarez vous être engagé pour la défense des droits des personnes homosexuelles. Vous dites avoir lancé plusieurs actions afin de sensibiliser ce public à défendre ses droits et à se constituer en associations. Suite à cela, vous avez reçu des menaces sous forme d'appels anonymes, vous avez été

convoqué, le 9 janvier 2013, chez un féticheur vous disant de stopper votre implication dans ce domaine et vous avez été attaqué le 27 mars 2013 en rue par des inconnus. Le 23 novembre 2013, vous avez reçu un appel vous disant de quitter votre maison. Vous avez alors dit à votre femme de prendre votre enfant et d'aller chez sa mère. Vous avez, de votre côté, été vous réfugier dans une auberge de Cotonou. Le lendemain, alors que vous vous rendiez chez l'une de vos connaissances à qui vous désiriez demander de l'aide, vous êtes tombé sur un inconnu qui vous a offert de vous accompagner jusqu'en Belgique. Il possédait un badge qui lui donnait accès à l'aéroport, vous a fait passer les contrôles et vous a introduit dans l'avion. Vous avez effectué le voyage avec lui jusqu'en Belgique.

B. Motivation

Il ressort de l'analyse de votre dossier qu'il ne peut être accordé de crédit aux problèmes que vous affirmez avoir connus au pays.

En effet, si le Commissariat général ne remet pas en cause votre fonction au sein de la CEPU, il n'est nullement convaincu de votre implication particulière dans la défense des droits des personnes homosexuelles, activité qui serait à l'origine des problèmes que vous auriez vécus avec les autorités, la population ainsi que votre famille (audition, pp. 9 à 12, 15).

En effet, plusieurs éléments appuient cette analyse.

Tout d'abord, il ressort de vos déclarations que vous restez vague concernant les actions que vous auriez menées pour la défense des droits des personnes homosexuelles. Ainsi, vous déclarez être « tout le temps avec les homosexuels » (p. 12). Quand il vous est demandé d'être plus précis, vous mentionnez des lettres, des demandes d'audience pour parler des recommandations (objet de l'organisation CEPU à laquelle vous appartenez) (pp. 2, 3, 12 et 13). Vous dites être resté sans réponse, ou avoir été mal accueilli lors de ces rencontres (p. 13). Lorsqu'il vous est à nouveau demandé des précisions quant aux actes posés pour la défense des droits des personnes homosexuelles, vous évoquez des réunions. Vous dites qu'au cours de celles-ci vous les sensibilisiez et vous les encouragez à fonder des associations (vous affirmez qu'il n'existe pas d'association officielle représentant les personnes homosexuelles) (p.15). Vous déclarez à nouveau qu'au cours de ces réunions, vous échangez au sujet des différentes recommandations (p.15). Vous dites avoir participé à quatre ou cinq réunions qui se sont déroulées dans trois lieux différents. Vous parlez de personnes homosexuelles menacées, mais ne citez le nom que de deux d'entre elles (p.15). Le Commissariat général considère que vos propos au sujet des activités ayant entraîné votre fuite du pays, manquent de consistance. En effet, vous restez vague sur l'organisation de ces activités, sur le contenu de celles-ci, sur les participants, alors que vous avez été invité à plusieurs reprises à préciser votre propos.

Ensuite, vous prétendez qu'il n'existe pas d'association officielle représentant des personnes homosexuelles (audition, p. 15). Vous affirmez qu'il en existe quelques-unes, petites, mais qu'elles sont toutes informelles. Il ressort toutefois des informations à la disposition du Commissariat général (cf. Dossier administratif, farde « Informations des pays »), qu'il existe des associations, ainsi qu'un réseau d'associations reconnus officiellement. Alors que le nom du réseau vous est donné, vous déclarez ne pas le connaître (p.16). Etant donné le rôle que vous prétendez avoir joué au sein de cette communauté (à savoir les sensibiliser sur leurs droits et les encourager à fonder des associations), il n'est pas crédible que vous ne connaissiez pas ces associations réputées dans ce domaine.

Par ailleurs, vous prétendez que les personnes homosexuelles ainsi que les personnes défendant cette communauté sont poursuivis par l'Etat béninois pour trouble à l'ordre public (audition, pp. 4, 11 et 12). Vous ajoutez même que des défenseurs des droits de l'homme ont été arrêtés dans ce cadre (p.12). Or, interrogé sur le cas concret de ces personnes, vous déclarez que vous n'en connaissez pas (p.18). Il ressort en outre des informations à la disposition du Commissariat général (cf. Dossier administratif, farde « Informations des pays »), qu'aucune poursuite judiciaire n'a été entreprise jusqu'à ce jour à l'encontre d'une personne homosexuelle, et a fortiori de personnes défendant les personnes homosexuelles.

De même, invité à parler de personne ayant votre profil et ayant connu des problèmes comme ceux que vous invoquez, vous citez le nom d'un défenseur des droits de l'homme « criblés de balles » (audition, p. 11). Vous déposez à ce sujet un article de presse béninoise dont il ressort que l'homme en question est un défenseur des droits de l'homme actif qui prenait position publiquement concernant des « sujets brûlants d'actualité et de grande préoccupation ». Il ressort également des informations mentionnées que les auteurs de l'acte restent non identifiés. Il n'existe pas de lien direct entre vous et lui. De plus, il ne ressort nullement de votre dossier (ni de vos déclarations, ni des documents que vous avez déposés) que votre situation serait similaire à la sienne. En effet, vous n'établissez pas qu'en dehors de votre implication pour la cause des personnes homosexuelles (laquelle est remise en cause dans la présente décision), vous vous seriez engagé dans des activités faisant de vous une personne menaçante ou gênante pour les autorités de votre pays. Vous citez également un autre homme mais reconnaissez qu'il n'est pas lié à votre travail (p. 11). Ainsi, vous n'établissez pas de lien crédible et pertinent entre ces personnes et vous-même, ni une crainte du fait de vos activités professionnelles en général.

Enfin, si vous remettez toute une série de documents concernant votre profession et votre fonction (Cf. Dossier administratif, farde « Documents » : l'exemplaire du journal Droits Humains Infos, les attestations, les certificats de participation, le rapport des Nations Unies), ceux-ci ne permettent pas d'attester de votre implication réelle dans le domaine précis de la défense des droits des personnes homosexuelles, ni des problèmes que vous auriez connus suite à cela. Le seul document qui va dans ce sens est le document (attestation des problèmes) qui aurait été rédigé par le président de la CEPU, dénommé « Franck Sedjro ». Or, force est de constater que l'orthographe de ce nom varie au sein de votre dossier. Ainsi, alors que sur l'attestation de travail (pièce n°4 de la farde « Documents »), et au début de l'attestation des problèmes (pièce n°5 de la farde « Documents »), il est indiqué : Franck SEDJRO, comme vous l'avez-vous-même noté au cours de l'audition (voir document annexé à l'audition). Or, à la signature de l'attestation des problèmes (pièce n°5 de la farde « Documents »), il est indiqué Franck SEDRJRO. Cette divergence porte atteinte à la crédibilité dudit document. Relevons en outre qu'aucun autre document présenté ne permet non plus de confirmer l'information selon laquelle ce monsieur serait le président de la CEPU. Quoiqu'il en soit, à considérer que ce serait le cas, ce seul document ne permet pas à lui-seul, au vu de cette divergence interne au document et au vu des nombreuses imprécisions relevées dans la présente décision, de renverser la crédibilité de votre implication dans cette cause.

Quant aux problèmes que vous auriez vécus, vos déclarations au sujet de ceux-ci manquent également de force probante. En effet, vous mentionnez des appels anonymes, une attaque par des personnes inconnues ainsi qu'une convocation chez un féticheur (audition, pp. 12 à 14). L'ensemble de ces faits seraient liés à votre implication pour les droits des personnes homosexuelles que vous n'êtes pas parvenue à établir. Dès lors, au vu du caractère peu défini des faits et de leur origine non crédible, ces événements sont remis en cause.

Il ressort dès lors de l'analyse de votre dossier, qu'il ne peut être accordé de crédit aux faits de persécution dont vous faites état. Les menaces émanant de votre famille étant également liées aux activités de défense des droits des homosexuels (audition, pp. 6, 9, 19 et 20), le Commissariat général estime qu'elles ne sont pas fondées.

A la fin de votre audition, vous déclarez avoir également été menacé quand vous aviez dénoncé le manque d'accès aux médias (audition, p. 19). Il ressort toutefois de vos réponses un manque de consistance empêchant de considérer réelles et crédibles les menaces que vous auriez reçues dans ce cadre. Ainsi, vous dites que ce serait « les ministres, les membres du gouvernement » qui vous auraient fait ces menaces, vous ne pouvez préciser comment, à quelle occasion celles-ci auraient été faites. Vous mentionnez ensuite un ancien « DC du ministère de la fonction publique » sans plus de précision (p. 19).

Au vu de ce qui précède, le Commissariat général considère que vous n'êtes pas parvenue à rendre crédible votre crainte de persécution au sens de la Convention de Genève, ni l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

Comme déjà développé ci-dessus, les documents que vous avez présentés ne permettent pas de mener à une autre conclusion.

En effet, les copies de votre carte d'identité, votre permis de conduire, le certificat de grossesse de votre épouse, l'acte de mariage, votre extrait d'acte de naissance, celui de votre premier enfant, ainsi que le certificat de naissance de votre épouse, permettent d'attester de vos identité, nationalité et situation familiale, mais nullement des problèmes que vous auriez vécus. L'attestation de travail, les sept attestations de formations et d'études, les deux certificats de participation ainsi que l'exemplaire du journal Droits Humains Infos permettent d'appuyer vos déclarations concernant votre parcours professionnel, sans toutefois mentionner votre implication effective dans la défense des droits des personnes homosexuelles, comme cela a été démontré ci-dessus. Le Commissariat général rappelle qu'il ne remet pas en cause votre parcours professionnel, ni votre fonction au sein de la CEPU ; cela n'établit toutefois pas les problèmes que vous prétendez avoir connus suite à votre implication dans la défense des droits des personnes homosexuelles. L'article du Matinal a déjà été analysé dans la présente décision ; il en a été conclu qu'il ne permettait pas d'appuyer votre crainte de persécution. Enfin, la lettre manuscrite qui émanerait de votre famille ne comporte pas de force probante, d'une part car il s'agit d'un courrier privé dont la fiabilité et la provenance sont invérifiables, d'autre part car il se réfère à un élément remis en cause dans la présente décision, à savoir votre implication pour la cause des personnes homosexuelles. Les enveloppes quant à elles se limitent à indiquer la manière dont ces divers documents vous seraient parvenus.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête introductive d'instance

2.1. Dans la requête, la partie requérante confirme pour l'essentiel l'exposé des faits tel qu'il figure dans la décision entreprise.

2.2. La partie requérante invoque la violation de l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, modifiée par son Protocole additionnel du 31 janvier 1967, relatifs au statut des réfugiés (ci-après dénommée « la Convention de Genève »), des articles 48/3 et 48/5, 48/7 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée « la loi du 15 décembre 1980 »).

2.3. En termes de dispositif, la partie requérante demande au Conseil de réformer l'acte attaqué et en conséquence, à titre principal, de reconnaître au requérant la qualité de réfugié.

3. Nouvelles Pièces

3.1. En annexe à sa requête, la partie requérante produit de nombreux documents

- copie d'un certificat d'études primaires
- copie d'un brevet d'études du premier cycle
- copie d'un diplôme d'études agricole tropicales
- attestation d'une formation polyvalente au lycée agricole Medji de Sekou
- licence professionnelle en agronomie générale avec une spécialisation en production animale
- attestation de participation à l'atelier de formation sur plaidoyer et engagement de politique pour les acteurs de la société civile au Bénin
- attestation de participation à la onzième session régionale de formation en droits humains et droit des réfugiés organisée par la Chaire UNESCO des droits de la personne et de la démocratie et le Haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés
- deux certificats de participation au formation d'Amnesty International et du CODAP
- l'acte de mariage du requérant
- l'extrait d'acte de naissance du requérant
- l'extrait d'acte de naissance de l'épouse du requérant
- l'extrait d'acte de naissance du fils du requérant
- le certificat de grossesse de l'épouse du requérant daté du 7 décembre 2013
- une attestation de travail de F.S., président de la CEPU Bénin datée du 6 décembre 2013
- une lettre signée par plusieurs membres de la famille du requérant
- un exemplaire du mensuel droits humains

- un document du CEPU
- une copie d'un courrier électronique daté du 2 mai 2012
- un compte rendu d'une activité de sensibilisation des personnes homosexuelles organisée par la CEPU datant du 7 janvier 2012
- une demande d'audience de la CEPU auprès du ministre de la Justice du Bénin
- un compte rendu de la rencontre des membres de la CEPU avec la DC de la Ministre de la Justice du Bénin daté du 4 juillet 2013
- une déclaration sur l'honneur de membres de différentes associations homosexuelles témoignant des activités du requérant datée du 5 avril 2014
- le projet de rapport du groupe de travail sur l'examen périodique universel pour le Bénin du Conseil des droits de l'homme daté du 11 décembre 2012
- un article extrait du site Internet www.lanouvelletribune.info daté du 30 août 2013 « Homosexualité au Bénin : les sanctions du dieu Sakpata selon le dignitaire Etoh Bafongbé »
- un article extrait du site Internet www.leconfrère.info daté du 24 octobre 2013 « Société : l'homosexualité au Bénin »
- un article extrait du site Internet www.koaci.com daté du 5 juillet 2012 « Les Béninois sont ils homophobes ? »
- un article extrait du site Internet www.journauxdubenin.com daté du 10 décembre 2013 « Tentative d'assassinat de Martin Assogba »
- le rapport du US Department of State, 2013 Human Rights Report – Bénin
- le rapport du US Department of State, 2012 Human Rights Report – Bénin
- le Subject Related Briefing "Bénin : LGBT" du 9 avril 2013
- le document « Droits LGBT au Bénin » extrait du site Internet <http://fr.wikipedia.org>
- un document de l'Immigration and Refugee Board of Canada « Bénin : information sur les conflits entre les adeptes du vaudou et les chrétiens ; information sur le groupe connu sous le nom de « sakpata », leurs rites d'initiation, ainsi que la protection offerte par l'Etat aux personnes qui refusent de se soumettre à ces rites », octobre 2013
- un article extrait du site Internet www.lanouvelletribune.info daté du 10 février 2013 « Echappé d'un couvent lors de séances initiatiques »
- un document « Bénin, le berceau du vaudou »
- un document de l'Immigration and Refugee Board of Canada « Bénin : choix, initiation et formation d'un chef dans la religion vaudou et les conséquences d'un refus d'être désigné comme chef à cause d'une conversion à une autre religion » daté du 1^{er} mars 1999
- un document « L'éducation dans les couvents vodous au Bénin »
- un article extrait du site Internet www.irinnews.org du 30 mai 2013 « Bénin : le monde vaudou inaccessible à la lutte contre le SIDA »

3.2. A l'audience, la partie requérante a par le biais d'une note complémentaire transmis les pièces suivantes :

- une copie de l'attestation du Président de la CEPUB datée du 4 avril 2014
- un témoignage d'une responsable d'Amnesty International au Bénin daté du 30 juillet 2014

3.3. Le Conseil décide de prendre ces documents en considération.

Certains documents dont les attestations et extraits d'acte de naissance figuraient déjà au dossier administratifs et sont dès lors pris en considération non pas en tant que nouveaux éléments mais en tant que pièces du dossier administratif.

S'agissant des autres pièces, le Conseil, conformément à l'article 39/76 §1^{er} alinéa 3, estime qu'ils augmentent de manière significative la probabilité que l'étranger remplisse les conditions requises pour la reconnaissance de la qualité de réfugié au sens de l'article 48/3 et que par ailleurs il n'y a pas lieu d'annuler la décision attaquée au motif de la nécessité d'instruction complémentaire de ces éléments nouveaux.

4. Examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

4.1. L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 en son paragraphe premier est libellé comme suit :
« Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 ».

Ledit article 1^{er} de la Convention de Genève précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne « *qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays* ».

4.2. Le Commissaire adjoint refuse de reconnaître la qualité de réfugié à la partie requérante pour différents motifs (voy. ci-avant « 1. L'acte attaqué »).

4.3. La partie requérante conteste en substance la motivation de la décision querellée au regard des circonstances de fait de l'espèce. Elle apporte des justifications face aux différents motifs de la décision attaquée.

4.4. Le Conseil rappelle que dans le cadre d'un recours en plein contentieux, il jouit d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « *soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...]. Le Conseil n'est dès lors pas lié par le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision : la compétence de « confirmation » ne peut clairement pas être interprétée dans ce sens. Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...]* » (v. Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 51 2479/001, p. 95).

4.5. Il y a également lieu de rappeler que le principe général de droit selon lequel « *la charge de la preuve incombe au demandeur* » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (HCR, Guide des procédures et critères pour déterminer le statut de réfugié, Genève, 1979, p.51, §196). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique.

4.6. Il ressort des arguments en présence que le débat entre les parties porte essentiellement sur la crédibilité des faits invoqués et, partant, de la crainte alléguée.

4.7. Le Conseil ne peut en l'espèce se rallier à la motivation de la décision querellée.

4.8. Le Conseil relève tout d'abord que l'acte attaqué ne remet pas en cause la fonction du requérant au sein de la CEPU mais qu'il met en question l'implication du requérant dans la défense des droits des personnes homosexuelles. Sur ce point, le Conseil estime qu'il y a lieu d'avoir égard aux documents déposés par le requérant. Ainsi, le requérant a produit une déclaration sur l'honneur émanant de membres de différentes associations d'homosexuels au Bénin témoignant des activités du requérant et de son engagement dans des actions de sensibilisation et d'information sur les droits des homosexuels et un témoignage d'une responsable d'Amnesty International au Bénin qui déclare avoir collaboré avec le requérant dans le cadre de certaines activités de défense et de promotion des droits de l'homme. Par ailleurs, le requérant a également produit des comptes rendus des activités de la CEPU auxquelles il avait participé.

A l'instar de la requête, le Conseil considère que le requérant a été en mesure d'expliquer les activités auxquelles il avait pris part dans le cadre de la défense des droits des homosexuels à savoir principalement des réunions. Le requérant a également indiqué avoir effectué des démarches auprès des autorités pour que différentes recommandations soient prises en compte et respectées par l'Etat. Au vu de ces différents éléments, le Conseil est d'avis que l'implication du requérant dans la défense des droits des personnes homosexuelles est établie à suffisance.

4.9. Le fait que le requérant n'ait pas eu connaissance d'une association et d'un réseau impliqués dans la défense des droits des homosexuels ne peut en aucun cas suffire pour remettre en cause la réalité de son engagement et de son implication en faveur des homosexuels au Bénin. De plus, comme le souligne la requête, il ressort du SRB de la partie défenderesse que l'association citée est non enregistrée et qu'en 2013 la partie défenderesse n'a pas pu reprendre contact avec cette association. Autant d'éléments permettant de relativiser le poids de cette association et partant le fait qu'elle n'ait pas été connue du requérant.

4.10. S'agissant des faits de persécution allégués par le requérant, l'acte attaqué se contente de considérer qu'ils ne sont pas crédibles dès lors qu'ils sont liés à son implication pour les droits des personnes homosexuelles qui n'est pas établie.

Il ressort du dossier administratif que le requérant a déclaré avoir été convoqué chez un féticheur lui ayant demandé de mettre fin à ses activités de sensibilisation en faveur des homosexuels et qu'il a été victime d'une agression le 27 mars 2013 lors de laquelle il a été accusé d'être un homosexuel. Le requérant a également exposé avoir reçu des appels anonymes.

Le Conseil, tenant l'implication du requérant en faveur des homosexuels comme établie à suffisance, considère que le requérant a tenu des propos relativement précis, exempts de contradictions et en tous points cohérents par rapport à ses activités, qui ne permettent nullement de conclure au manque de crédibilité des persécutions alléguées. Au contraire, il estime au vu des déclarations du requérant, au vu de son profil et au vu de la perception de l'homosexualité dans la société béninoise, que les faits de persécution allégués par le requérant sont établis à suffisance.

Par ailleurs, ces faits sont repris dans l'attestation du 4 avril 2014 rédigée par le président de l'association pour laquelle travaillait le requérant. Dans ladite attestation, le signataire s'excuse quant à la faute d'orthographe au niveau de son nom contenu dans sa déclaration précédente. Cet élément permet de mettre à mal le motif de l'acte attaqué portant sur la force probante de l'attestation rédigée en date du 6 décembre 2013.

Cette erreur ne peut suffire pour permettre de remettre en cause l'authenticité de cette attestation et lui ôter toute force probante.

4.11. Dès lors que le requérant affirme avoir été persécuté par des agents non étatiques, il y a lieu d'examiner la question de la protection que le requérant pouvait escompter de la part de ses autorités nationales.

Le Conseil se doit d'examiner si la partie requérante démontre qu'elle n'aurait pas eu accès à une protection dans son pays. En effet, la protection internationale revêt un caractère subsidiaire et n'a de raison d'être que pour autant qu'il existe une carence de la part des autorités du pays dont le demandeur a la nationalité ou, s'il n'a pas de nationalité, du pays où il avait sa résidence habituelle.

Conformément à l'article 1er, section A, §2 de la Convention de Genève, auquel renvoie l'article 48/3, §1er de la loi du 15 décembre 1980, le réfugié est une personne « [...] qui ne peut ou, du fait de [sa] crainte, ne veut se réclamer de la protection de [son] pays ». De même, l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que la protection subsidiaire est accordée à l'étranger « [...] qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de [son] pays ».

L'article 48/5 de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que :

« § 1^{er}. Une persécution au sens de l'article 48/3 ou une atteinte grave au sens de l'article 48/4 peut émaner ou être causée par :

- a) l'Etat;
- b) des partis ou organisations qui contrôlent l'Etat ou une partie importante de son territoire;
- c) des acteurs non étatiques, s'il peut être démontré que les acteurs visés aux points a) et b), y compris les organisations internationales, ne peuvent pas ou ne veulent pas accorder la protection prévue au § 2 contre les persécutions ou les atteintes graves.

§ 2. La protection peut être accordée par :

- a) l'Etat, ou
- b) des partis ou organisations, y compris des organisations internationales, qui contrôlent l'Etat ou une partie importante de son territoire.

La protection, au sens des articles 48/3 et 48/4, est généralement accordée lorsque les acteurs visés à l'alinéa 1er prennent des mesures raisonnables pour empêcher les persécutions ou les atteintes graves, entre autres lorsqu'ils disposent d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constitutifs de persécution ou d'atteinte grave, et lorsque le demandeur a accès à cette protection. »

La question à trancher tient donc à ceci : la partie requérante peut-elle démontrer que l'Etat béninois ne peut ou ne veut lui accorder une protection contre les persécutions ou les atteintes graves dont elle déclare avoir été victime ?

Plus précisément encore, il convient d'apprécier s'il est démontré que les autorités béninoises ne prennent pas des mesures raisonnables pour empêcher ces persécutions ou ces atteintes graves, en particulier qu'elles ne disposent pas d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner de tels actes ou que le requérant n'a pas accès à cette protection.

La partie défenderesse souligne le fait que selon ses informations aucune poursuite judiciaire n'a été entreprise jusqu'à ce jour à l'encontre de personnes homosexuelles et a fortiori de personnes défendant les personnes homosexuelles.

Le requérant expose n'avoir pas porté plainte de suite aux menaces et à l'agression du fait de la réticence du président de son association et du fait qu'il n'avait aucune idée des personnes à l'origine de ces appels téléphoniques et de son agression.

Il ressort de la documentation de la partie défenderesse *qu'il est improbable, malgré le fait que l'homosexualité n'est pas illégale au Bénin, que des LGBT reçoivent la protection de l'Etat.*¹ Cette évaluation est basée sur l'opposition du Bénin au sein de l'assemblée générale des Nations Unies contre la référence à l'orientation sexuelle comme une des catégories en besoin de protection dans une résolution condamnant les exécutions extra judiciaires.²

Le Conseil relève encore que, selon les informations de la partie défenderesse, *l'homosexualité est taboue au Bénin, elle est considérée comme inacceptable et contre nature.*³

Le requérant développe aussi dans la requête avoir finalement porté plainte à la gendarmerie à Cotonou où on lui aurait fait comprendre que sa plainte n'allait jamais aboutir au vu de la perception de l'homosexualité dans la société béninoise.

Au vu de ces différents éléments, le Conseil considère que la partie requérante a démontré qu'elle ne pouvait se réclamer de la protection des autorités de son pays et qu'elle n'aurait pas eu accès, le cas échéant, à une protection effective de leur part.

4.12. En conséquence, le Conseil est d'avis que le requérant a établi dans son chef une crainte de persécution due à son appartenance imputée à un groupe social.

4.13. Au vu de ce qui précède, le Conseil estime que la partie requérante établit à suffisance qu'elle a quitté son pays d'origine et qu'elle en reste éloignée par crainte de persécutions au sens de l'article 1er, section A, § 2 de la Convention de Genève.

Cette constatation rend inutile un examen des autres motifs de l'acte attaqué et des moyens de la requête qui s'y rapportent, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La qualité de réfugié est reconnue à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le quatre septembre deux mille quatorze par :

M. O. ROISIN,
M. P. MATTA,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,
greffier.

Le greffier,

Le président,

P. MATTA

O. ROISIN

¹ Subject Related Briefing, Bénin, LGBT, 9 avril 2013, p.8

² *Ibidem*

³ *Idem*, p.9